



**RAPPORT DE PRESENTATION
COMPTE ADMINISTRATIF 2011
BUDGET COMMUNAL**

CONSEIL MUNICIPAL DU 04 AVRIL 2012

INTRODUCTION

2009 Une année où nous avons poursuivi les engagements pris par la municipalité précédente. Si certains dossiers étaient en cours comme l'Eglise ou l'Ecole Eric TABARLY, d'autres l'étaient moins comme le Plan Local d'Urbanisme (commencé en 2002 !!!) comme les jardins familiaux (seule l'implantation était prévue).

2009 Une année de faible investissement. En effet après avoir voté le budget de la commune en 2008, une rencontre avec un technicien de l'Agence Technique Départementale nous a refroidis au vu de l'analyse qu'il faisait de la situation. D'ailleurs le courrier du sous préfet suite au compte administratif 2008 a corroboré ses propos. Endettement important de la commune dont le financement des investissements se fait essentiellement par emprunt ou (et) subvention à recevoir.

En effet, et le compte administratif de 2009, en témoigne, la politique d'investissement a été mise au ralenti pour prendre en compte l'encours de la précédente mandature et ne pas gager les investissements à venir nécessaire. C'est pour prendre toute la dimension économique liée aux dernières réalisations engagées qui vient impacter lourdement les investissements futurs de notre commune jusqu'à au moins 2017/2018. Nous l'avons déjà évoqué lors du débat d'orientation budgétaire 2010 et lors du budget prévisionnel 2010 (dans le cadre du DOB 2010).

2009 Une année où nous avons pu mesurer encore plus la nécessité d'avoir une vue d'ensemble du patrimoine communal, une bonne appréhension des finances (analyse de gestion, glissement progressif vers une comptabilité analytique), pour pouvoir envisager une projection à plus long terme.

C'est dans cette perspective que nous avons diligenté le dossier sur l'accessibilité des bâtiments qui a été présenté à l'ensemble des élus début 2010.

Tout ceci vient prendre appui sur la prise en compte de la vétusté des bâtiments, du parc automobile et engins des services techniques, du parc informatique, sans oublier l'évolution nécessaire concernant le personnel communal tant sur les conditions de travail, les conditions de rémunération, et aussi l'identification des compétences nécessaires pour accompagner l'évolution de notre commune.

2010 Une année de maturité pour les finances où la politique de rigueur demeure. Une année d'évolution pour lancer les réalisations. C'est pourquoi, nous avons fait le choix à cette époque d'augmenter l'imposition afin de faire face aux investissements futurs de notre commune et nous donner de la solvabilité auprès des banques. (le rapport de 2009 du sous préfet, concernant le CA 2008, nous invitait à maîtriser les finances communales)

2010 une année qui a vu le lancement de l'extension du restaurant scolaire du Gazaïlla, des travaux concernant le local du troisième âge, et les premières études pour l'extension du groupe scolaire Eric TABARLY, le Skate Park et autres aménagements piétonniers.

2010 une année où fort de notre résultat nous pouvons avoir de l'ambition pour notre commune et être en posture favorable pour négocier des emprunts aux meilleurs taux.

-2011 voit le début de réalisations importantes pour la commune comme l'extension de l'Ecole Eric TABARLY, et le cheminement piétonnier vers le lycée ;

I- EVOLUTION DES CHARGES

I- 1- Chapitre 011 Charges à caractère général

ANNEE	MONTANT REALISE	%		
2000	793 608		+ 48,24 %	Soit une augmentation de 5,36 % par an sur 7 ans malgré le passage de certaines activités à la CAM en 2004.
2001	817 255	+ 2,97%		
2002	972 701	+1,90 %		
2003	923 268	- 5,09 %		
2004	915 227	- 0,9 %		
2005	1 008 559	+ 10,20 %		
2006	1 135 330	+ 12,57 %		
2007	1 176 488	+ 4,31 %	+ 4,54%	Soit une augmentation de 0,90% par an sur 4 ans. Une bonne maîtrise des dépenses et des marchés négociés.
2008	1 127 811	- 4,20 %		
2009	1 184 025	+ 5,09 %		
2010	1 188 667	+ 0,39 %		
2011	1 179 100	-0,80%		

L'examen rapide du tableau ci-dessus nous montre l'évolution en masse du chapitre 011 de + 48,24 % de 2001 à 2007 malgré en 2003/2004 l'influence du passage à la communauté d'agglomération qui est venu réduire les enveloppes financières de ce chapitre.

Sur les quatre exercices où nous sommes en pleine responsabilité (sauf le 1er trimestre 2008) nous avons maîtrisé les dépenses de ce chapitre puisque la progression n'est que de 0,90 % pour la période de 2008 à 2011. Et ce malgré des comptes à la hausse qui sont difficilement maîtrisables comme les énergies, la maintenance. Les comptes en dépassement présentés ci-dessous soulignent ces remarques.

60611 Eau et Assainissement : prévu 37 000 €, réalisé 34 424,97 € (écart – 2 575,03 €)

Même si le solde est négatif de 2010 à 2011, le coût de l'eau et de l'assainissement a augmenté de 4,8% (cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse du coût de l'eau et de manière moindre, la consommation).

	PREVU	REALISE	ECART
2010	37 297	32 846	- 4 451
2011	37 000	34 424,97	- 2 575,03

60612 Energie Electricité : prévu 362 000 €, réalisé 287 664,88 € (écart – 74 335,12 €)

Cet article supporte des dépenses de gaz et d'électricité.

La situation montre qu'un effort a été produit sur la consommation en KWH qui a été davantage rationalisé.

Cette situation nous incite encore plus à travailler avec les utilisateurs des locaux ou (et) équipements sportifs pour optimiser davantage la maîtrise de l'énergie.

Une sensibilisation des utilisateurs des locaux et équipements municipaux sera poursuivie sur l'exercice 2012 afin de limiter la consommation pour faire face à l'augmentation des tarifs. Chacun devra faire un effort en ce domaine.

A noter une diminution de 2010 à 2011 (- 12 122€) qui correspond aux économies générées par la démarche mise en œuvre par la collectivité et ce, malgré l'augmentation des tarifs et des lieux complémentaires bénéficiant de l'éclairage.

Le plan économie d'énergie chauffage avec une société prestataire a permis de générer des économies substantielles sur les consommations de gaz.

	PREVU	REALISE	ECART
2010	274 000	299 786	+ 25 781
2011	362 000	287 664,88	- 74 335,12

60622 : Carburant : prévu 25 000€, réalisé 26 790,69 € (écart + 1 790,69 €)

Dépassement lié à l'augmentation du prix du carburant sur l'exercice 2011. Une étude plus fine sera diligentée sur 2012.

	PREVU	REALISE	ECART
2010	25 000	23 327,38	-1 672,62
2011	25 000	26 790,69	+ 1 790,69

60624 Produits de traitement : prévu 5 000 €, réalisé 824,99 € (écart – 4 175,01 €)

Essentiellement des produits à usage industriel (dégraissant, produits d'entretien). Au vu de nos engagements "Zéro pesticide", l'achat de désherbant a été limité.

	PREVU	REALISE	ECART
2010	10 000	2 576	- 7 424
2011	5 000	824,99	- 4 175,01

60628 Autres fournitures non stockées : prévu 17 000 €, réalisé 33 972,59 € (écart + 16 572,59 €)

Le dépassement de ce compte s'explique principalement par l'achat d'arbres rendu nécessaire afin de remplacer ceux déracinés lors de la tempête KLAUS pour une dépense totale de 24 618€. A noter toutefois que cet achat a fait l'objet d'une indemnisation partielle par l'Etat d'un montant de 12 123 €. Les principaux postes de dépense sont les suivants :

OBJET	REALISE
Achats d'arbre liés à la tempête KLAUSS	24 618
Achat peinture	839,59
Achat plantes annuelles, gazon, graines, engrais, terreau ...	4010, 06
Achat gazon artificiel	3 781,92
Achat divers	732,02

6122 Crédit Bail : prévu 1 680 €, réalisé 1 679,20 € (écart – 0,80 €)

Ce compte concerne un copieur NASHUATEC dont le crédit-bail s'achève sur 2012.

6135 Locations Mobilières : prévu 45 000 € réalisé 44 546, 51 € (écart – 453,49 €)

	PREVU	REALISE	ECART
2010	39 000	35 018	-3982
2011	45 000	44 546,51	-453,49

Cet article correspond à l'ensemble des biens loués par la commune. Nous y retrouvons principalement :

OBJET	REALISE
--------------	----------------

Location de photocopieurs auprès de la société RICOH	4 756,61
Location photocopieurs/imprimante écoles et mairie auprès de la société SHARP	5 076,69
Location photocopieurs auprès de la société NASHUATEC	5 795,72
Location véhicule auprès de la société DIAC	2 443,67
Location WC mobiles auprès de la société ALLOMAT	2 528,54
Location modules ALGECO	5 627,38

61523 Voies et réseaux : prévu 10 000 €, réalisé 14 448,15 € (écart + 4 448,15 €)

Notons qu'à partir d'avril 2010, le pool routier a été transféré au service voirie de la CAM. Les dépenses imputées au compte 61 523 concernent principalement de l'entretien et pose de luminaires sur l'espace public.

6156 Maintenance : prévu 75 000 € réalisé 70 077,99 € (écart - 4 922,01 €)

Sur ce compte nous trouvons tous les contrats de maintenance : les chaudières, le portail automatique de la gendarmerie, l'externalisation de la messagerie, les contrôles APAVE, ADIC (logiciel), MAGNUS (logiciel comptabilité), Foudretec (paratonnerre), Horloge, Neopost (machine à affranchir), SIG (logiciel urbanisme) etc.

Concernant les contrôles de type APAVE, le nouveau marché négocié pour l'ensemble des dispositifs entraîne une réduction globale.

	PREVU	REALISE	ECART
2010	65 000	73 518	8 518
2011	75 000	70 077,99	- 4 922,01

616 Primes d'assurance : prévu 26 000 €, réalisé 27 187,04 € (écart 1 187, 04 €)

Augmentation de certaines cotisations d'assurance relatives à la SMACL.

	PREVU	REALISE	ECART
2010	26 000	24 402,26	- 1 597,74
2011	26 000	27 187,04	1 187,04

6184 Versements à des organismes de formations : prévu 9 406 €, réalisé 17 833,54 € (écart 8 427,54 €)

	PREVU	REALISE	ECART
--	-------	---------	-------

2010	6 000	925	5 075
2011	9 406	17 833,84	8 427,54

Les principales dépenses sont liées aux formations suivantes :

OBJET	REALISE
Formations CACES	6 050
Formations obligatoires Police Municipale	3 307,50
Stage recyclage habilitation électrique	586,04

Le reste concerne des rattachements à l'exercice.

6225 Indemnités au comptable : prévu 1 720 € réalisé 1 554,23 € (écart – 165,77 €)

Ce sont les indemnités des régisseurs municipaux et du trésorier qui varient en fonction des budgets prévus.

Nous avons en tant que régisseurs : la police, les services généraux et la Médiathèque.

Pour le trésorier nous avons versé, en 2011, la somme de 1120,06 € au titre de son indemnité de conseil.

	PREVU	REALISE	ECART
2010	2 330	1 686	-644
2011	1 720	1 554,23	-165,77

6227 Frais d'actes et de contentieux : prévu 5 000 € réalisé 0 € (écart 5 000€)

Aucune dépense relative à du contentieux à déclarer sur l'exercice 2011.

	PREVU	REALISE	ECART
2010	5 000	1 794	3 206
2011	5 000	0,00	-5 000

6232 Fêtes et cérémonie : prévu 32 000 réalisé 39 507,97 € (écart +7 507,97 €)

Principales dépenses en 2011 imputées par services :

OBJET	DEPENSES 2009	DEPENSES 2010	DEPENSE 2011
--------------	----------------------	----------------------	---------------------

Printemps des Poètes	3186,64	850	
Journées du Patrimoine, journée du conte...	2854,09	535	
Fête de la musique	7236,34	5647,23	5 974,01
Gerbes pour commémorations nationales	1059	869	705
Gerbes pour autres événements (décès de personnel communal ou ancien élu)	818	340	280
Manifestations pour enfants et adolescents	6977,72	4324,98	706,86
Manifestations nationales	529,68	997,50	398,17
Achat sapins de Noël	1262,84	1406,32	
Manifestations pour le personnel (Arbre de Noël, lunch, animations, jouets)	4409,74	2231,54	8 444,94
Animations Ecoles	1763,64	1587,50	
Coupes, médailles, Tee-shirts pour les manifestations des associations	6098	7368,52	10 8335,84
Spectacle de rue	1301,76	600	
Divers	2115		

Attention : pour l'exercice 2011, les chèques CADHOC ont été imputés au 6232, service « manifestations pour le personnel » pour un montant de 3 366 €. Nous disposons par ailleurs d'un stock de médailles et tee-shirt pour environ 2 500 €. Corrigé de cette donnée, le solde de ce compte s'élève alors à – 1 641 € ; solde compensé par les économies générées à l'article 6257 (voir supra).

6238 Divers : prévu 6 000 € réalisé 105 € (écart – 5 895 €)

Ce compte a été utilisé cette année pour le financement d'une sortie organisée par l'animateur sportif (places lors de rencontres sportives) pour un montant de 93 € ainsi qu'une rencontre territoriale payante pour 12 €.

6247 Transports collectifs : prévu 18 000 €, prévu 11 173,31 € (différence – 6 826 ,69 €)

Ce compte supporte les transports scolaires ayant trait principalement aux sorties piscine et cinéma.

6257 Réceptions : prévu 5 000 € réalisé 1 923,98 € (écart – 3 076,02 €)

	PREVU	REALISE	ECART
2010	6 000	4 337	- 1 663
2011	5 000	1924	- 3076

Nous pouvons préciser que lors du vote du budget prévisionnel l'opposition s'était soulevé contre les affectations budgétaires. En ce qui nous concerne la démarche d'un budget prévisionnel est de prévoir, cela ne veut pas dire de dépenser. Nous avons toujours défendu le principe "un euro dépensé, un euro utile". Et nous continuerons à l'appliquer.

6262 Frais de télécommunication : prévu 31 000 réalisé 31 651,73 € (écart + 651,73 €)

	PREVU	REALISE	ECART
2010	33 000	30 860	- 2 140
2011	31 000	31 651	+ 651

6283 Frais de nettoyage des locaux : prévu 9 507 réalisé 9 321 € (écart - 186 €)

Demande de nettoyages à la CAM pour les bâtiments communaux et l'école.

	PREVU	REALISE	ECART
2010	9 000	9 321	+ 321
2011	9 507	9 321	-186

Pour l'exercice 2011, il s'agit d'un titre exécutoire annuel émis par la CAM relatif à l'exercice 2010 et ayant pour objet l'entretien des bâtiments pour un montant de 6 591 € et l'entretien des école pour un montant de 2 730 €.

63512 Taxes foncières : prévu 25 500 réalisé 22 892 € (écart – 2 608 €)

	PREVU	REALISE	ECART
2009	19 400	19 115	- 285
2010	20 800	24 143	+ 3 343
2011	25 000	22 892	- 2 608

Pas de commentaire.

I - 2 - Chapitre 012 Charges de personnel

ANNEE	MONTANT	%		

2000	1 496 829	-	+ 24,72 % soit une moyenne de 12,36 %	En deux ans après les élections de 2001 les charges de personnel ont augmenté de 24,72%. Malgré le passage à la CCM puis à la CAM, qui a entraîné une chute des charges de personnel de 35 %, en 2007 la commune a retrouvé ses charges de 2001.
2001	1 673 774	+ 11,82%		
2002	1 866 957	+ 11,54 %		
2003	1 200 312	- 35,71 %	+ 35,57 % soit une moyenne de 8,89 %	La nouvelle mandature en 2008/2009 a régularisé des embauches déjà effectuées en 2007 et a confirmé dans l'emploi des contrats aidés ou apprentis. La hausse de 8,54 % en 2011 tend à s'expliquer par : la mise en place d'une prime d'attente de 48 € bruts pour certains agents dans le cadre du régime indemnitaire, l'augmentation de la participation au financement des postes de Directeur et d'animateurs MJC (80 560 € en 2010 et 113 613 € en 2011 soit une hausse de + 41%)
2004	1 274 838	+ 6,21 %		
2005	1 390 663	+ 9,08 %		
2006	1 520 057	+ 9,30 %		
2007	1 627 383	+ 7,06 %		
2008	1 778 584	+ 9,29 %	+24,79 % soit une moyenne de 4,95 % par an	
2009	2 009 606	+ 12,9 %		
2010	2 044 831	+ 1,75 %		
2011	2 219 621	+ 8,54%		

L'augmentation pour la période de 2001/2002 a été par rapport à 2000 de 24,72 %.

En 2003, la baisse significative est en lien avec le passage d'une partie du personnel à la communauté d'agglomération (-35,71% par rapport à l'exercice précédent et -19,81% par rapport à 2000).

En 2009 l'augmentation de + 12,90 % par rapport à 2008 s'explique essentiellement par la suite de l'intégration et des reconstitutions de carrière des personnels en contrats aidés (passage en statut de stagiaire), par l'incidence de l'effet Glissement Vieillesse Technicité et la légère augmentation de la valeur du point.

A noter également le recours à du personnel sous contrat temporaire afin de remplacer les agents en maternité ou en maladie longue durée (beaucoup plus important en 2009) ainsi que pour la réalisation de travaux dans les écoles en période de vacances d'été.

A préciser que depuis 2008 nous avons assuré en grande partie le rattrapage de l'écart de salaire entre les rémunérations servies à la CAM et celle de notre ville, y compris les chèques cadeaux

Rappelons ci-dessous le tableau des effectifs au 31/12/2011 tel qu'il a été présenté lors du DOB 2012.

ANNEE	FILIERES								
	Admini s. Et DGS	Technique	sociale	Médico- social	culturelle	Police municipale	Total titulaire	Contrats et apprentis	Total tous statuts
2000	13	26	7	0	0	2	48	20	68
2001	13	29	10	0	1	2	55	22	77
2002	13	34	11	0	1	2	61	24	85
2003	12	18	0	0	1	2	33	14	47
2004	13	19	0	0	2	2	36	11	47
2005	15	21	0	0	3	2	41	8	49
2006	16	23	0	0	2	2	43	7	50
2007	16	21	0	1	2	2	42	13	55
2008	20	26	0	1	4	2	53	9	62
2009	22	29	0	1	4	2	58	3	61
2010	24	30	0	1	4	2	61	4	65
2011	25	31	0	1	4	3	64	3	67

Commentaires :
 Notre commune grandit et les services à rendre à la population augmentent.
 Si 2003/2004 constitue une période de pause en recrutement lié au départ à la CCM puis la CAM, dès 2005 les effectifs augmentent.
 L'année 2007 est une année record en embauche.
 De 2008 à 2010 nous transformons la plupart des contrats aidés en contrat de stagiaire puis titulaire.
 En 2010 deux personnes sont en contrat aidé et deux personnes ont un contrat sur l'année en remplacement de personnel absent.
 En 2011, 1 agent est en contrat aidé et 2 agents sont en contrat d'apprentissage.

6218 Autre personnel extérieur : prévu 119 126 réalisé 123 851,32 € (écart + 4 725,32 €)

Les 123 851,32 € réalisés sur l'exercice 2011 correspondent à **113 613 €** au titre de la participation commune au financement des postes de Directeur et 2 postes d'animateurs MJC (80 560 € en 2010, soit une hausse de + 41%) plus **10 238,32 €** au titre de la participation communale au financement d'une partie d'un poste d'animateur sportif, dans le cadre de la convention de partenariat avec le GIE Rugby (rappel montant 2010 : 5 351,21 €).

	PREVU	REALISE	ECART
--	-------	---------	-------

2010	80 566	85 917	+ 5 351
2011	119 126	123 851	+ 4 725

64118 Autres indemnités : prévu 199 000 € réalisé 157 080,26 € (écart – 41 919,74 €)

Ce compte regroupe toutes les indemnités versées au personnel en complément de son salaire de base.

	PREVU	REALISE	ECART
2010	169 522	140 765	- 28 757
2011	199 000	157 080	- 41 919

64168 Autres : prévu 27 011 € réalisé 25 014,34 € (écart – 1 996,66 €)

Ce compte sert à la rémunération des contrats aidés. La diminution de ceux-ci justifie la baisse de ce compte.

	PREVU	REALISE	ECART
2009	34 000	20 934	- 13 066
2010	53 000	26 224	- 26 776
2011	27 011	25 014	- 1 996

6488 Autres charges : prévu 3 523 réalisé 910 € (écart + 2 613 €)

Il s'agit d'une convention passée avec le centre de gestion pour l'appui technique destiné à l'étude des dossiers retraite.

	PREVU	REALISE	ECART
2009	0	3 231	+ 3 231
2010	3 400	3 421	+ 21
2011	3 523	910	- 2 613

Les chèques CADHOC ont été imputés pour l'exercice 2011 sur l'article 6232, service « manifestation du personnel » pour un montant de 3 366 €. Pour l'exercice 2012, ils retrouveront leur place sur ce compte.

I - 3 - Chapitre 014 Atténuations de produits

739111 Attributions de compensation : prévu 696 823 réalisé 696 822,39 € (écart – 0,61 €)

Cette somme découle du pacte financier signé entre les communes de la CAM. Pour mémoire, notre commune a contribué à hauteur de 386 300 € sur 2010 puis à hauteur de 696 822 € sur 2011. Cette augmentation de la participation s'explique notamment par le transfert de la compétence voirie.

	PREVU	REALISE	ECART
2009	392 075	392 075	0
2010	392 075	386 300	- 5 775
2011	696 823	696 823	0

I – 4 - Chapitre 65 Autres charges de gestion courante

651 Redevances pour concession : prévu 610 € réalisé 0 € (écart + 610 €)

RAS

6531 Indemnités des élus : prévu 105 000 € réalisé 105 181,55 € (écart + 181,55 €)

Ce compte regroupe l'ensemble des indemnités versées aux élus : Maire, adjoints, conseillers délégués.
A souligner que depuis 2008 les adjoints ou conseiller délégué qui perçoivent des indemnités sont réellement présents dans la commune.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
PREVU	68 602	74 700	91 150	86 000	85 000	86 000	88 000	88 000	104 000	103142	105 000	105 000
REALISE	63 363	75 061	84 650	82 736	84 760	85 842	86 915	87 860	99 497	99330	97 444	105 182
	18,46 %							13,24 %				
	33,59 %							13,05 %				

Le tableau ci-dessus souligne les hausses des indemnités versées aux Elus encadrées par des règles générales nationales. Nous pouvons noter que de 2000 à 2001 l'augmentation du volume des indemnités versées a été de + 18,46 % et de 2001 à 2002 de + 12,77 %, soit de 2000 à 2002 + 33,59 %.

Nous pouvons constater aussi que lors du renouvellement de l'équipe municipale les indemnités versées ont été de + 13,24 %, de 2007 à 2008 avec aucune augmentation de 2008 à 2010.

L'augmentation en 2011 a été en lien avec la réorganisation en janvier des nouveaux adjoints et des conseillers délégués.

6532 Frais de missions élus : prévu 1 000 € réalisé 0 € (écart – 1 000 €)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
PREVU	762	1 525	1 500	2 000	1 800	2 500	3 000	2 000	2 000	1500	1000	1000
REALISE	738	645	1 372	1 770	2 618	3 021	1 982	2 108	734	193	59	0

La moyenne des sommes dépensées pour frais de mission d'élus du mandat précédent s'élève à **1931,45 €**. En ce qui nous concerne, **la moyenne est de 63 € à ce jour hors** janvier à mars 2008 (montant utilisé par la municipalité précédente).

6554 Contribution organisme de regroupement : prévu 49 592 € réalisé 25 639 ,70 € (écart – 23 952,30 €)

	2009	2010	2011
Syndicat Mixte pour la Protection de l'Environnement (SMPE)	564	649	0
SIVOM Saint-Lys	452	0	0
Syndicat Intercommunal pour le Transport des Personnes Agées (SITPA)	603	492	364
Syndicat Intercommunal Aménagement Hydraulique Touch (SIAH)	7 165	7317	7460,03
Syndicat Départemental Electrification de la Haute-Garonne (SDHEG)	31 122	38 619	39 407,67
Syndicat du Pool Routier des Communes du Muretain	45 559 € (54 669,10 moins 9 070,08 d'annulation de charges rattachées 2008)	33 962	0

**Rappelons que ces contributions sont obligatoires de par le fait de nos diverses adhésions à ces syndicats.
A compter de 2011 et en année pleine, notons la disparition du pool routier puisque cette compétence a été reprise par la CAM.**

6574 Subvention de fonctionnement aux organismes de droit privé : prévu 228 187 € réalisé 220 154 € (écart – 8 033 €)

Ce compte sert à subventionner l'ensemble des associations locales. Le tableau ci-dessous relate l'évolution de cette dotation de 2000 à 2009.

ANNEE	MONTANT (en €)	%
2001	109 655	-

2002	118 220	+ 7,81%
2003	124 019	+ 4,90 %
2004	132 750	+ 7,04 %
2005	148 084	+ 11,55 %
2006	104 588	- 29,38 %
2007	109 879	+ 5,05 %
2008	113 602	+ 3,38 %
2009	144 201 (114201 sans le comité des fêtes)	+ 26,9% (+0,5%) (comité des fêtes pour 30 000 €))
2010	239 562 (dont 89 498 € à la MJC et 30 000€ pour le comité des fêtes soit 120 064 €)	+ 66,13 % (ou + 5,13 % sans le comité des fêtes et la MJC)
2011	220 154 (dont 68 643 € au bénéfice de la MJC et 30 000 au bénéfice du comité des fêtes soit 98 643 €)	-8,10% (ou + 1,68% sans la MJC et le comité des fêtes)

Nous pouvons souligner que l'aide apportée aux associations est une volonté constante des Elus. Rappelons qu'en 2006, le Comité des Fêtes avait cessé son activité et avait été retiré des subventions.

Concernant la subvention au CCAS, celle-ci fait l'objet d'une comptabilisation à part, sur l'article 657362 pour 275 116 € en 2011 contre 273 598 € en 2010.

II – EVOLUTION DES RECETTES

II – 1 - Chapitre 013 : atténuation de charges

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
6419. Remboursement sur rémunération personnel	32 096,01	40 964,57	45 569,82	34 354,22	27 662,90	30 040,80	22 380,94	47 946,66	71 201,94	39 251	106 614,44
6459. Rbt sur charges Sécurité Sociale et Prévoyance	176,46		100,8	11 149,85	152,99	4 563,44	4 984,68	23 216,48		0	0
6479. Rbt sur autres charges sociales				110,19				4 286,63	5 198,98	3917	3 123
TOTAL	32 272,47	40 964,57	45 670,62	45 614,26	27 815,89	34 604,24	27 365,62	75 449,77	76 400,92	43168	109 737,44

Les remboursements du 6419 sont en lien avec l'assurance "statutaire" du personnel contractée.

II – 2 - Chapitre 70 : produits des services

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Produits des services	174 580	216 690	75 387	53 886	60 999	35 439	25 863	24 749	25 299	94 025	147 845,91

Les produits de service sont constitués des produits des concessions dans les cimetières, de l'occupation du domaine public par les gestionnaires de réseaux (gaz, électricité, téléphone), des abonnements à la médiathèque et aux ateliers médi@tic, de la vente des tickets pour le restaurant municipal du troisième âge et pour la première fois en 2010 de la refacturation à la CAM des frais de personnel et de matériel relatifs à la voirie pour environ 65 K€.

II – 3 - Chapitre 73 : impôts et taxes

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
7311. Contributions directes	1 511 992	1 695 502	1 148 195	1 667 019	1 958 113	2 072 715	2 202 578	2 289 973	2 439 500	2 761 267	2 998 972
7336. Droits de place	9 316	9 963	8 504	8 337	8 989	11 431	10 016	12 899	10 170	12 091	13 986
7381. taxe additionnelle droits de mutation	99 718	94 026	148 689	189 653	139 091	181 240	198 589	165 871	165 518	211 201	212 127
TOTAL	1 621 027	1 799 492	1 305 388	1 865 009	2 106 193	2 265 386	2 411 184	2 468 743	2 615 188	2 984 559	3 225 086

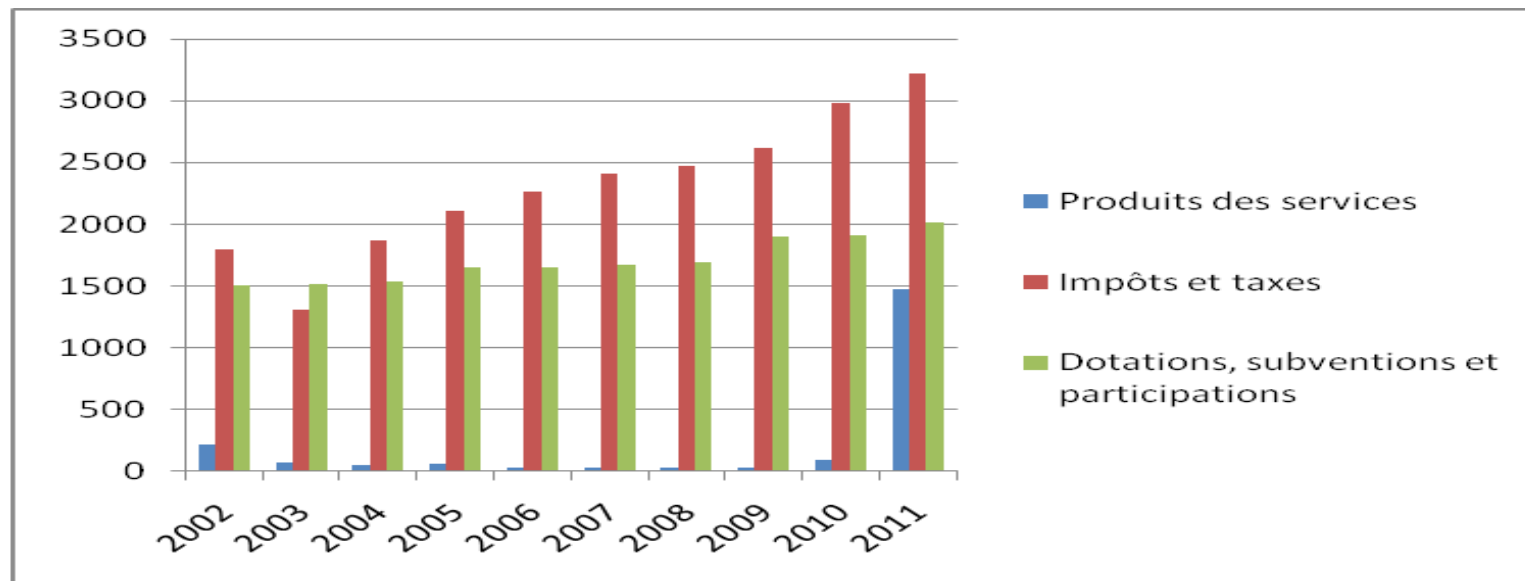
II – 4 - Chapitre 74 : dotations, subventions et participations

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dotation forfaitaire	805 963	826 473	965 476	976 550	994 851	1 013 757	1 020 205	1 036 989	1 049 204	1 133 783	1 161 783	1 180 905
Dotation de solidarité rurale	133 828	137 507	120 938	122 882	124 158	213 109	242 360	271 339	296 769	364 592	418 626	453 411
Dotation de solidarité urbaine	45 806	0,00	153 681	156 206	162 306	162 306	129 845	113 614	97 384	81 153	TERMINE	
Dotation nationale de péréquation	193 370	188 826	259 553	255 542	254 974	264 723	255 159	252 126	250 343	320 605	331 279	354 726
Dotation générale décentralisée	0	6 181	8 585	1 812	2 510	1 227	1 406	1 306	1 404	1 400	1 128	0
TOTAL	1 178 967	1 160 988	1 510 235	1 514 995	1 540 803	1 657 127	1 650 981	1 677 381	1 697 112	1 903 542	1 912 816	1 989 041
Hausse %	+ 42,27 %								+ 17,20 %			
	Soit une hausse moyenne de + 4,69 % par an								Soit une hausse moyenne de + 3,44%			

La Dotation forfaitaire de 2011 a été de 1 180 905 € ce qui correspond à une hausse de 1,64 % de la dotation 2010 (1 161 783 €) essentiellement en lien avec l'incidence de la hausse de population. Cela confirme que l'augmentation de population d'un exercice à l'autre masque la réalité des restrictions des dotations d'Etat.

Le ralentissement des dotations avec une baisse moyenne de 1,25 % par an (4,69 % par an en moyenne de 2000 à 2007 et 3,44 % par an en moyenne de 2008 à 2011) correspond à « un manque à gagner » de dotation qui s'élèverait à environ 84 000 €.

Le tableau suivant relate pour les exercices antérieurs et dont celui de 2011 l'évolution graphique des dotations, des impôts et taxes et des produits de service. Bien entendu il est nécessaire de rapprocher ces données des emprunts contractés et des ratios présentés plus loin dans ce document.



L'examen de ce tableau en histogramme montre l'évolution des deux principales ressources, si l'on laisse de côté les produits de service. Il est noté une hausse progressive de cette fiscalité locale de 2004 à 2010, qui ne suit pas l'évolution des dotations et subventions.

Cet histogramme illustre bien la situation dans laquelle se trouve la commune qui, pour assurer son évolution, est conduite d'augmenter l'imposition, ce qui fut fait en 2010 (+7%). Bien entendu il convient de rapprocher ces données de celles liées en dépenses, au remboursement de la dette ; en lien avec les emprunts générés par la municipalité précédente.

II – 5 - Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante

Nous pouvons noter à l'article 758 la comptabilisation de recettes CAF issues du contrat enfance jeunesse pour un montant de 114 874,54 €. Précisons toutefois que la CAF nous a versé sur 2011 la prestation 2011 pour 55 554,39 € ainsi que le rappel 2010 pour 59 320,15 €.

III – TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

ANNEE	MONTANT
2000	364 790,84
2001	337 306
2002	421 339
2003	316 423
2004	620 653
2005	641 990
2006	604 570
2007	632 149
2008	938 685
2009	436 063
2010	322 528
2011	909 976

Commentaires :

Lors de la préparation du budget prévisionnel (ou budget primitif), il est nécessaire de prévoir une dotation du budget de fonctionnement vers les investissements.
 Pour l'année 2011 qui nous concerne dans ce document, nous avons prévu une dotation de 909 976 € (pour mémoire : 322 528 € pour l'exercice 2010).

IV – TABLEAU RECAPITULATIF DE LA SITUATION DES OPERATIONS AU 31/12/2011

N° de l'opération	Libellé	Travaux/projets apparentés	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement reçues	-		17 957
16	Emprunts et dettes assimilées	-	8 938	2 131 812
21	Immobilisations corporelles	-	23 794	
458104	Op. pour compte de tiers n°04	-	646	
106	Acquisitions foncières	Achat des propriétés : MARQUIE pour 210 000€, SCI L'Ayguebelle pour 139 000 €, honoraires notaire	391 606	7 700
112	Jardins Familiaux	Création barbecue jardins familiaux	299	43 669
114	Groupe scolaire tranche 2		919 927	
116	Enfouissement réseaux	Effacement réseau tel. RD 632	7 526	
118	Aménagement écoles	Remplacement d'1 porte ec. Petit Prince	1 838	
122	Maisons des associations de la culture et des sol.	Rémunération des 3 candidats, études de sol, AMO	59 231	
123	Matériel technique et outillage	Achat aspirateur déchets urbains	14 721	
17	Création Local Services Technique	Aménagement bureau, pose de portail et aménagement aire de lavage	10 063	
21	Achat Mobilier Scolaire	Achat de pupitres, armoire médicaments, lits et matelas	3 192	
22	Nouveau Réfectoire Élémentaire	Avenant plus-value	307	
25	Aire de Skate park	MO construction skate park + relevés topographique	12 618	
32	Mobilier urbain	Panneau affichage libre expression	8 756	
33	Matériel espaces verts	Aérateur et rouleau pour micro tracteur	4 924	
36	Matériel informatique	Achat 2 PC portables + logiciels	1 473	
40	Coulée verte Ayguebelle	Renforcement berges du lac	15 548	
45	Travaux installations sportives	AMO + travaux vestiaires foot rte de Lamasquère, trvx électricité Promologis, pose porte métallique stade, syst. Anti-pigeons COSEC, achat butts + abris de touche	23 418	
47	Travaux réhabilitation bâtiments	Pose rideaux métalliques Gravette, tranche ferme menuiserie gendarmerie + avenant	10 392	
51	Installation bornes incendie		48 817	
52	Documents urbanisme	Révision PLU	4 387	
57	Groupe Scolaire 2008	MO + avenant lot 7 (cf. PERAL/BEEI)	9 384	
64	Signalétique	Fourniture et pose d'un panneau d'information elect. (tranche ferme)	12 090	
69	Façade foyer 3eme âge	Travaux réhabilitation (zinguerie, volets, menuiserie)	8 964	
TOTAL DES RAR			1602 859	2 201 138

V – EVOLUTION DES RESULTATS DE 2001 A 2011 (en K€)

Résultats CA	fonctionnement	Investissement	Résultat résiduel
2001	711	-568	+143
2002	688	-481	+ 207
2003	783	-71	+ 712
2004	824	71	+ 753
2005	978	-531	+ 447
2006	839	-587	+ 252
2007	691	52	+ 639
2008	851	-433	+ 418
2009	585	-534	+ 51
2010	820	- 94	+ 726
2011	1 436	-757	+ 679

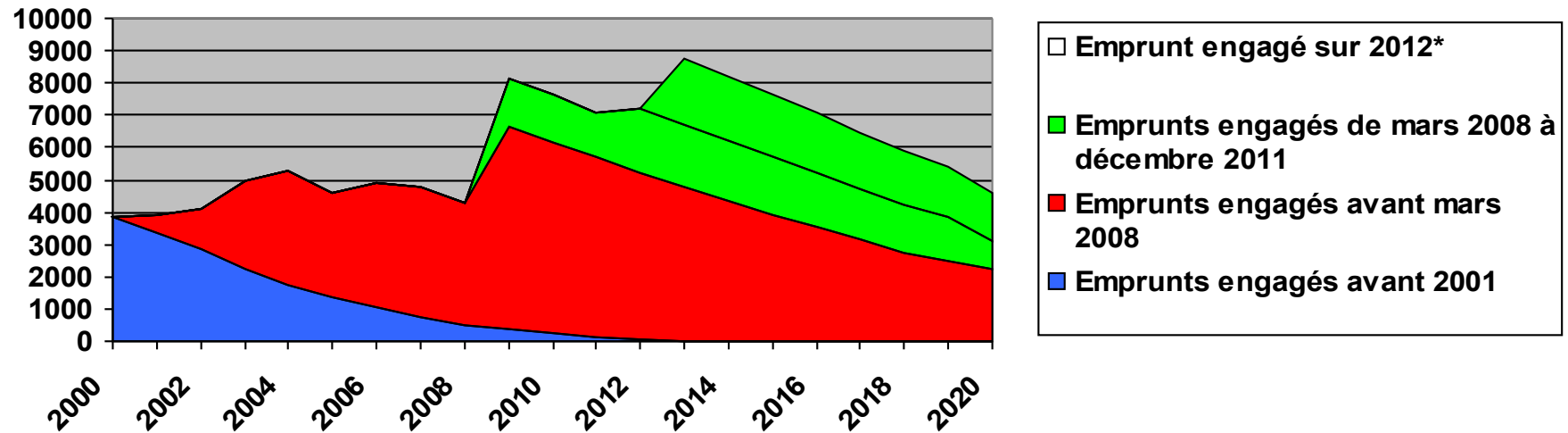
Commentaires :

Concernant l'exercice 2011 le résultat à affecter est de 1 436 227,87 € et se décompose comme suit :
 -résultat de l'exercice : 709 516,74 €
 -résultats antérieurs reportés : 726 711,13 €

Il est donc proposé d'affecter en investissement 759 756, 69 € et 676 471,18 € en report de fonctionnement.

VI – DIAGRAMME DES EMPRUNTS EN COURS (avec simulation à partir de 2011)

STOCK DE DETTE AU 1/1 DE CHAQUE ANNEE



Emprunts contractés depuis 2008 sous notre engagement :

1/Convention en date du 13/8/2008 : Crédit Agricole Toulouse pour 630 000 €, montant consolidé en août 2011: 630 000 €

2/Convention en date du 13/8/2008 : Banque Populaire Balma pour 2 600 000 € ramenée à 1 500 000 €, montant consolidé : 1 500 000 € (ce montant est définitif. Les 1 100 000 € restant ont été annulés vu que la date de tirage a été dépassée)

3/Convention en date du 26/11/ 2010 Caisse Epargne Midi-Pyrénées pour 2 058 000 €, montant à consolider d'ici la fin de l'exercice 2012 .

VII – EVOLUTION DES RATIOS

2006			
	Informations financières - ratios	Valeurs communales	Moyennes nationales de la strate
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	540,75	829
2	Produit des impositions directes / population	291,44	430
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	847,68	999
4	Dépenses d'équipement brut / population	227,04	383
5	Encours de dette / population	693,31	869
6	DGF / population	231,66	170

2007			
	Informations financières - ratios	Valeurs communales	Moyennes nationales de la strate
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	555,14	1236
2	Produit des impositions directes / population	309,70	573
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	634,09	1023
4	Dépenses d'équipement brut / population	345,85	276
5	Encours de dette / population	676,33	874
6	DGF / population	235,39	172

2008			
	Informations financières - ratios	Valeurs communales	Moyennes nationales de la strate
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	595,46	858
2	Produit des impositions directes / population	321,99	398
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	636,38	1066
4	Dépenses d'équipement brut / population	778,83	325
5	Encours de dette / population	676,33	875
6	DGF / population	238,15	220

2009			
	Informations financières - ratios	Valeurs communales	Moyennes nationales de la strate
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	589,78	841
2	Produit des impositions directes / population	311,16	392
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	631,22	1049
4	Dépenses d'équipement brut / population	157,88	343
5	Encours de dette / population	1017,08	859
6	DGF / population	242,36	216

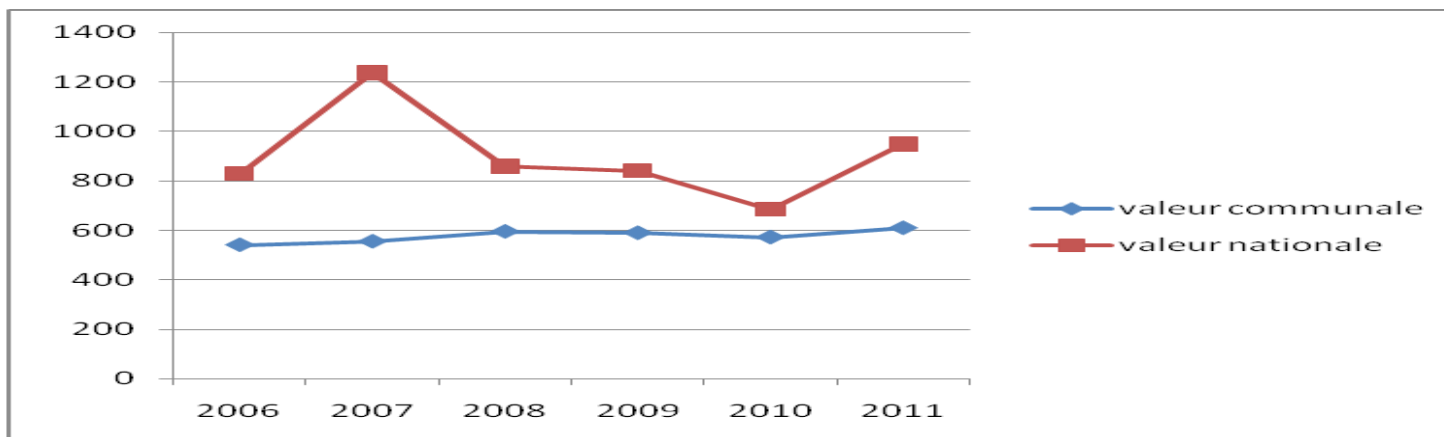
2010			
	Informations financières - ratios	Valeurs communales	Moyennes nationales de la strate
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	572,17	685
2	Produit des impositions directes / population	335,84	315
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	689,53	890
4	Dépenses d'équipement brut / population	191,11	376
5	Encours de dette / population	927,72	706
6	DGF / population	232,35	204

2011			
	Informations financières - ratios	Valeurs communales	Moyennes nationales de la strate
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	609,99	948
2	Produit des impositions directes / population	356,64	389
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	716,88	1 075
4	Dépenses d'équipement brut / population	174,36	322
5	Encours de dette / population	843,15	884
6	DGF / population	226,28	204

A propos des ratios pour l'année 2011:

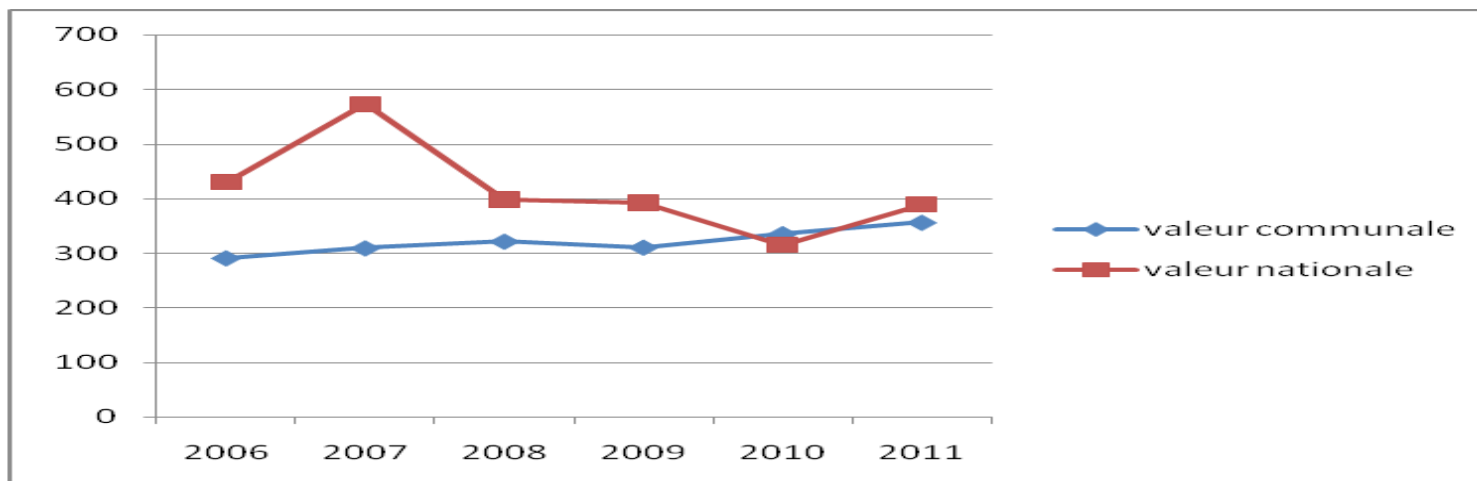
Pour le ratio 1 - Dépenses réelles de fonctionnement / population :

Nos dépenses sont largement inférieures à la strate ce qui peut illustrer la maîtrise de celles-ci.



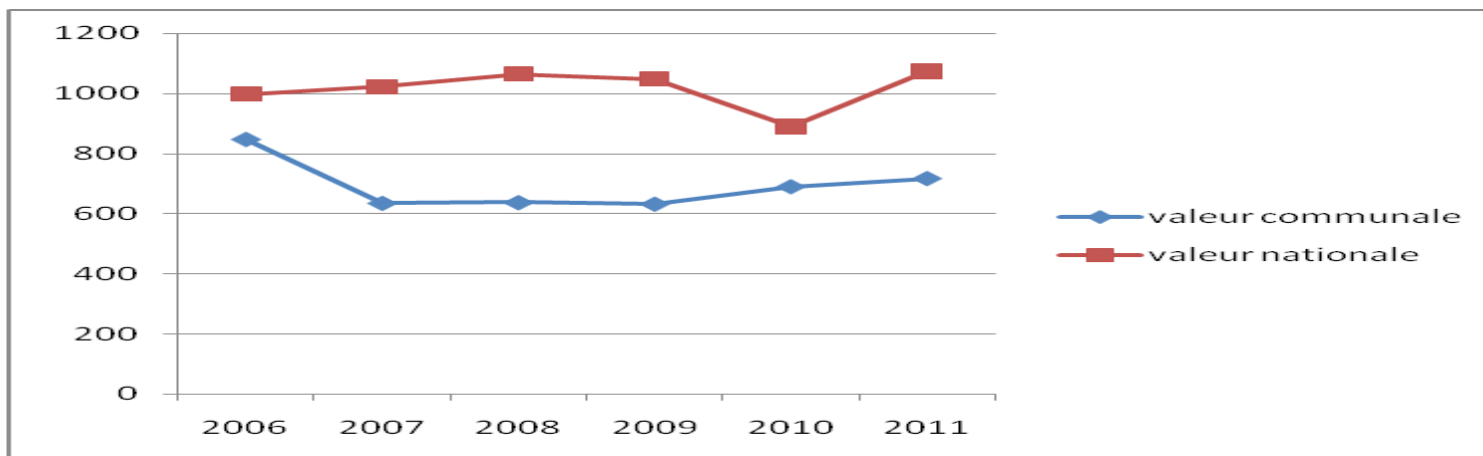
Pour le ratio 2 - Produit des impositions directes / population :

Nos recettes sont légèrement inférieures à la strate.



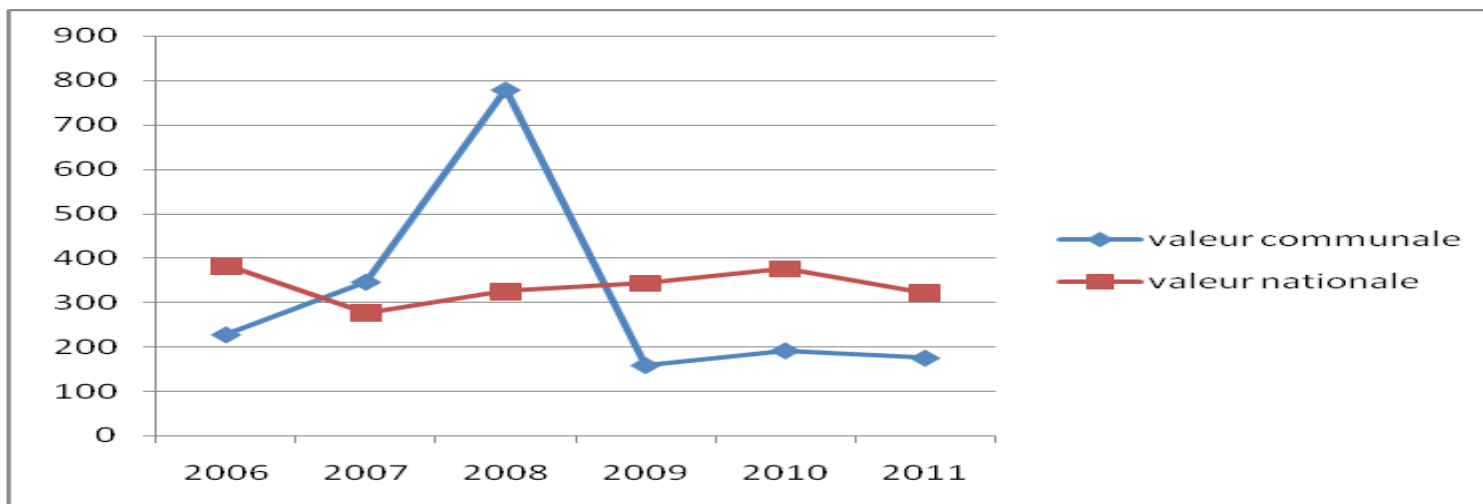
Pour le ratio 3 - Recettes réelles de fonctionnement / population :

Nos recettes réelles de fonctionnement sont largement inférieures à la moyenne de la strate.



Pour le ratio 4 - Dépenses d'équipement brut / population

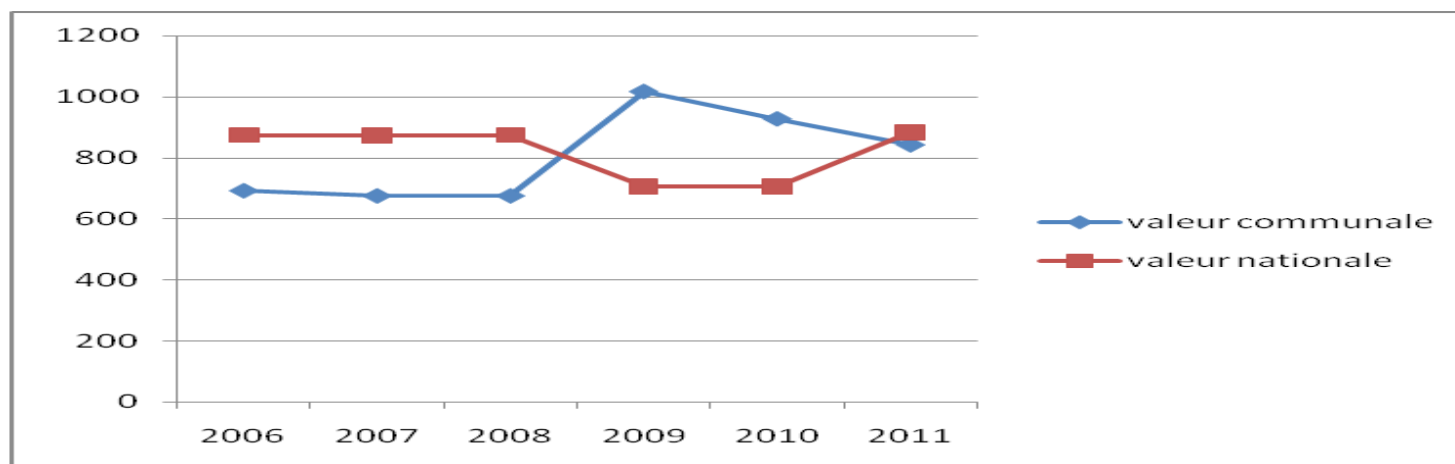
Nous avons eu une année faible en investissement. Nous vous renvoyons à l'analyse générale de ce compte administratif 2011 qui en explique les raisons.



Pour le ratio 5 - Encours de dette / population :

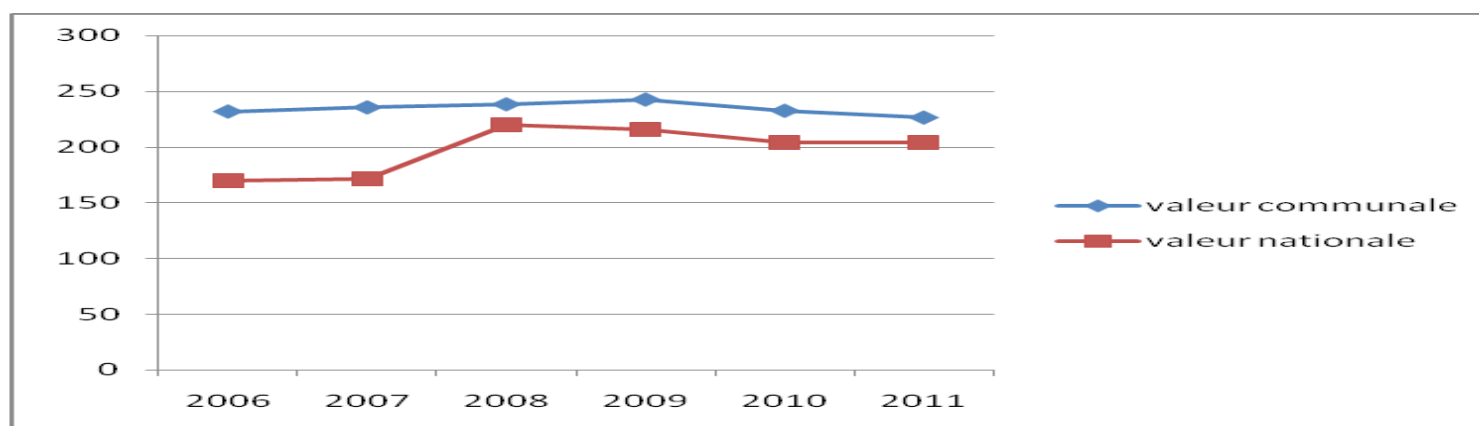
Ce ratio traduit le fort endettement de la commune même s'il diminue par rapport au ratio des exercices 2009 et 2010 et qu'il est inférieur à la moyenne nationale de la strate. Cette situation explique la stratégie de la politique de gestion suivie depuis mars 2008 : recherche des coûts cachés, maîtrise des dépenses, multiplication des appels d'offre, contrôle des commandes, gestion de la trésorerie,... autant de

moyens au service du gestionnaire pour réduire les coûts et donc optimiser les dépenses.



Pour le ratio 6 - DGF / population

Ce ratio concerne la dotation globale de fonctionnement en rapport à la population. Celle-ci est supérieure à la moyenne de la strate. Cependant on peut constater que d'un exercice à l'autre l'écart se réduit, ce qui vient corroborer que les dotations d'état lentement mais sûrement accusent une baisse conséquente. Cette baisse est minimisée par le fait que la population augmente. A population constante, nous aurions assisté à une érosion de celle-ci.



A noter que la particularité de ces ratios est de prendre en compte les moyennes de la strate de l'année (n-1) ce qui en soi peut paraître incohérent. C'est pourquoi, pour permettre une compréhension plus fine dans le cadre d'une analyse de gestion il est nécessaire

d'examiner plusieurs années de ratios. Ainsi ces comparaisons sur plusieurs exercices permettent de vérifier si les données sont structurelles ou conjoncturelles.

VIII – REMARQUES CONCLUSIVES

L'exercice 2011 est *comptablement parlant* un exercice qui dans son résultat redonne du souffle au budget global de notre ville. Il crée les conditions favorables d'une négociation avec les organismes bancaires pour obtenir des prêts aux meilleures conditions. Ce résultat ne doit pas masquer la fragilité de nos finances et exige de maintenir la rigueur introduite depuis mars 2008.

Jacques TENE, Maire de Saint-Lys le 04 avril 2012.